

Art. 6. De minister belast met de leerplicht en de minister bevoegd voor de sociale promotie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JÉHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/48442]

7 DECEMBRE 2023 — Décret modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement et l'article 606 du code d'instruction criminelle (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse*

Article 1^{er}. L'article 68 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit : « § 4. Afin d'assurer le contrôle de l'usage de cette mesure et du respect des droits des jeunes, les fouilles sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure : l'identité du jeune, la nature de la fouille, les circonstances ayant amené à prendre la mesure et les motifs qui la justifient, les résultats de la fouilles, le nom du directeur qui autorise la fouille, le nom des membres du personnel qui ont participé à la mise en œuvre de la mesure, la date et l'heure du début et de la fin de la mesure.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques ;
- 2° le délégué général aux droits de l'enfant ;
- 3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73 ;
- 4° les membres de la commission de recours visée à l'article 90 ;
- 5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;
- 6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune.

L'accès au registre par la commission de recours visé à l'article 90 doit être limité à l'objet du recours.

Les personnes et instances visées à l'alinéa 2 ne peuvent accéder aux données à caractère personnel traitées dans le registre des fouilles que lorsqu'elles exécutent une mission qui leur incombe en application du présent décret et qui touche au contrôle d'une ou de plusieurs mesures de fouille.

Cet accès s'inscrit en outre dans le respect du droit du jeune tel que renseigné à l'article 1^{er}.

Chaque institution publique est responsable du traitement du registre qui la concerne.

Un nouveau registre des fouilles est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur de l'institution publique transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux fouilles réalisées au cours de l'année précédente. Le rapport précise notamment le nombre de fouilles, leur nature, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés. Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 2. A l'article 68/3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est complété par un 7° rédigé comme suit : « 7° les membres de la commission de recours visée à l'article 90. » ;
- 2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 : « L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours. » ;
- 3° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi. » ;
- 4° à l'alinéa 5, les mots « jeunes concernés » sont remplacés par les mots « personnes mentionnées dans le registre ».

Art. 3. L'article 69, § 5, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Les contacts avec des personnes suivantes ne peuvent être interdits :

- 1° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73 ;
- 2° les membres de la commission de recours visée à l'article 90. ».

Art. 4. L'article 73 du même décret est complété par les alinéas rédigés comme suit : « Pour garantir son indépendance et assurer sa visibilité auprès des jeunes, la Commission de surveillance est notamment autorisée à disposer et utiliser un site internet et logo propre.

Conformément à l'article 157, les membres de la commission de surveillance sont soumis au secret professionnel. ».

Art. 5. A l'article 76 du même décret le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement des missions de la commission de surveillance, ses membres ont librement accès aux institutions publiques et, moyennant autorisation préalable du jeune, à l'espace de séjour du jeune et ont le droit de consulter sur place, sauf exceptions prévues par le décret, tous documents se rapportant aux institutions publiques y compris le registre des sanctions disciplinaires et, moyennant autorisation préalable écrite du jeune, toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant le jeune, hormis les documents sous la mention « confidentiel » à la demande des autorités judiciaires.

Conformément à l'article 157, les membres de la commission de surveillance sont soumis au secret professionnel.

Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement des missions de la commission de surveillance, l'accès au dossier médical et documents s'y rapportant est réservé au médecin moyennant l'accord préalable et écrit du jeune. La demande d'accès est motivée par écrit. ».

Art. 6. A l'article 79 du même décret, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit : « Toutefois, si le jeune introduit également une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué conformément à l'article 80, ou un recours auprès de la commission de recours conformément à l'article 90, il demande la conciliation au plus tard le jour de l'introduction de la réclamation ou du recours. Dans ce cas, la réclamation ou le recours mentionne la demande de conciliation.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, le processus de conciliation ne peut durer plus de trente jours et la commission de surveillance informe le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, ou la commission de recours de l'issue du processus de conciliation dès la fin de celui-ci. ».

Art. 7. L'article 90 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 90. Il est institué une commission de recours externe indépendante. La commission de recours est une juridiction administrative.

Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement des missions de la commission de recours, ses membres ont librement accès aux institutions publiques et, moyennant autorisation préalable du jeune, à la chambre du jeune et ont le droit de consulter sur place, sauf exceptions prévues par le décret, tous les documents se rapportant aux institutions publiques, y compris le registre des sanctions disciplinaires et, moyennant autorisation préalable écrite du jeune, toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant les jeunes.

Conformément à l'article 157, les membres de la commission de recours sont soumis au secret professionnel.

Dans le respect du principe du contradictoire, les membres de la commission de recours ont le droit d'entretenir une correspondance avec les jeunes sans contrôle et d'entrer en contact avec eux sans surveillance. ».

Art. 8. L'article 91 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 91. § 1^{er}. Le jeune peut introduire en premier ressort un recours auprès de la commission de recours contre toute décision prise à son égard par le directeur de l'institution publique qu'il estime illégale, déraisonnable ou inéquitable.

L'omission ou le refus de prise de décision dans le délai visé à l'article 64 sont assimilés aux décisions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le recours est introduit par écrit dans les sept jours qui suivent le jour où le jeune a eu connaissance de la décision.

Le recours introduit après ce délai est néanmoins recevable s'il apparaît, compte tenu de toutes les circonstances, que le jeune l'a introduit aussi rapidement que ce qui pouvait raisonnablement être exigé de lui.

§ 3. Le recours mentionne de manière aussi précise que possible la décision sur laquelle elle porte ainsi que les motifs du recours externe.

Le jeune peut bénéficier pour la rédaction du recours externe de l'assistance de son avocat ou d'un service extérieur. ».

Art. 9. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, il est inséré un article 91/1 rédigé comme suit : « Art. 91/1. Si le jeune a fait le choix de la réclamation interne visée à l'article 80, il peut ensuite introduire un recours contre la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué auprès de la commission de recours.

L'omission ou le refus de prise de décision dans le délai visé à l'article 87 sont assimilés aux décisions visées à l'alinéa 1^{er}.

Le recours est introduit par écrit dans les sept jours qui suivent le jour de la réception de la copie de la décision visée à l'article 87, alinéa 4, et mentionne de manière aussi précise que possible ses motifs.

Le recours introduit après ce délai est néanmoins recevable s'il apparaît, compte tenu de toutes les circonstances, que le jeune l'a introduit aussi rapidement que ce qui pouvait raisonnablement être exigé de lui.

Le jeune peut bénéficier pour la rédaction du recours externe de l'assistance de son avocat ou d'un service extérieur. ».

Art. 10. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, il est inséré un article 91/2 rédigé comme suit : « Art. 91/2. Dès réception d'un recours, une copie de celui-ci est transmise par voie électronique au directeur de l'institution publique et au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué.

Au plus tard dans les quarante-huit heures de la réception du recours, le directeur de l'institution publique et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, communiquent par écrit à la commission de recours les informations et observations qu'ils estiment utiles pour l'appréciation du bien-fondé du recours externe.

Ces informations et observations sont immédiatement communiquées par écrit au jeune et, le cas échéant, à son avocat. ».

Art. 11. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, il est inséré un article 91/3 rédigé comme suit : « Art. 91/3. La commission de recours, saisi d'un recours, peut proposer au jeune, au directeur de l'institution publique et au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué de transmettre le recours à la commission de surveillance afin qu'elle organise une conciliation. ».

Art. 12. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, il est inséré un article 91/4 rédigé comme suit : « Art. 91/4. Sauf s'il estime, sans qu'un examen plus approfondi soit requis, que le recours est manifestement non recevable, manifestement non fondé ou manifestement fondé, la commission de recours offre au jeune, au directeur de l'institution publique et le fonctionnaire dirigeant la possibilité de formuler des observations orales à propos du recours.

La commission de recours peut entendre le jeune, le directeur de l'institution publique et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué en l'absence les uns et des autres. En ce cas, la possibilité leur est donnée de faire préalablement part des questions qu'ils souhaitent voir poser, et le contenu pratique de la déclaration ainsi faite est communiqué oralement au jeune, au directeur et au fonctionnaire dirigeant ou son délégué par le président de la commission de recours.

La commission de recours peut, soit d'office, soit à la demande du jeune ou du directeur de l'institution publique, du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué, recueillir des informations orales ou écrites auprès de tiers. En ce cas, la possibilité leur est donnée de faire préalablement part des questions qu'ils souhaitent voir poser, et le contenu pratique de la déclaration ainsi faite est communiqué oralement au jeune, au directeur et au fonctionnaire dirigeant ou son délégué par le président de la commission de recours. ».

Art. 13. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, il est inséré un article 91/5 rédigé comme suit : « Art. 91/5. Le jeune, le directeur de l'institution publique et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué ont le droit de consulter les pièces de la procédure, conformément aux modalités déterminées par l'article 94/1. ».

Art. 14. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 91/6 rédigé comme suit :

« Art. 91/6. Le jeune a le droit de se faire assister par un avocat ou une personne de confiance qu'il choisit lui-même, à l'exception d'un autre jeune hébergé en institution publique. ».

Art. 15. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 91/7 rédigé comme suit : « Art. 91/7. Dans l'attente de sa décision, la commission de recours peut, à la demande du jeune et après avoir entendu le directeur de l'institution publique et/ou le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, suspendre en tout ou en partie l'exécution de la décision sur laquelle porte le recours.

Il prend en compte le risque de préjudice dans le chef du jeune et les exigences de sécurité.

Il en informe le jeune, l'avocat du jeune, le directeur de l'institution publique et le fonctionnaire dirigeant. ».

Art. 16. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3 du même décret, est inséré un article 91/8 rédigé comme suit : « Art. 91/8. Le recours est déclaré fondé lorsque la commission de recours estime que la décision sur laquelle elle porte est illégale, déraisonnable ou inéquitable.

Dans ce cas, lorsque la commission de recours annule, complètement ou partiellement, ladite décision et prend, le cas échéant, une nouvelle décision qui se substitue à la décision annulée.

En cas d'annulation de la décision, les conséquences de la décision annulée sont autant que possible supprimées ou rendues conformes à la décision de la commission de recours.

Dans la mesure où il ne peut être remédié aux conséquences de la décision annulée, la commission de recours détermine, après avoir entendu le jeune, le directeur de l'institution publique et le fonctionnaire dirigeant, s'il y a lieu d'accorder au jeune une quelconque compensation, à l'exclusion de toute indemnisation financière. ».

Art. 17. L'article 92 du même décret est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1, les termes « L'organe de recours » sont remplacés après les termes « La commission de recours » ;

2° à l'alinéa 2, les termes « au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué » sont ajoutés après les termes « au directeur ».

Art. 18. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 92/1 rédigé comme suit : « Art. 92/1. Si la commission de recours fait droit au recours, l'autorité concernée exécute la décision de la commission de recours le plus rapidement possible et au plus tard trente jours après la notification de la décision. Si la commission de recours estime que la décision ne peut être exécutée dans le délai maximum de trente jours, il peut le proroger d'un délai de quinze jours, moyennant motivation de sa décision.

L'autorité administrative informe la commission de recours, endéans le délai déterminé conformément à l'alinéa 1^{er}, de la suite réservée à toute décision. ».

Art. 19. L'article 93 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 93. Les membres de la commission de recours sont désignés par le Parlement à la majorité des deux tiers, sur présentation du Gouvernement pour la moitié, pour un terme de six ans, renouvelable une fois.

Ils sont choisis sur la base de leur connaissance ou de leur expérience de la problématique de la privation de liberté ou de la protection de la jeunesse et des garanties d'indépendance qu'ils offrent.

La commission de recours est présidée par un membre effectif de la magistrature assise, disposant d'une expérience en matière de protection de la jeunesse.

La commission de recours est composée, outre son président, de deux membres :

1° un criminologue ;

2° un juriste.

Un membre suppléant est désigné pour chaque membre effectif. ».

Art. 20. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 93/1 rédigé comme suit : « Art. 93/1. En vue de la désignation des membres de la commission de recours, le secrétariat organise un appel public à candidatures.

Au terme de cet appel, le Gouvernement communique au Parlement une liste comprenant ses propositions pour l'un des mandats effectifs autres que celui du président et un mandat suppléant à raison de deux candidats par mandat à pourvoir.

Le Parlement procède ensuite à la nomination des membres selon la procédure qu'il détermine. ».

Art. 21. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 93/2 rédigé comme suit : « Art. 93/2. Les membres de la commission de recours disposent d'un casier judiciaire exempt de condamnations pour un crime ou un délit.

Ils joignent à leur candidature un extrait de casier judiciaire visé aux articles 595, alinéa 1^{er}, et 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, datant d'au maximum un mois.

La qualité de membre de la commission de recours incompatible avec celle :

- 1° de commissaire européen, de membre d'un gouvernement fédéral, régional ou communautaire, de gouverneur de province, de député provincial, de membre d'un collège du bourgmestre et échevins ;
- 2° de membre du cabinet d'un mandataire visé sous 1° ;
- 3° de membre du Parlement européen, d'une assemblée parlementaire fédérale, régionale ou communautaire, d'un conseiller provincial, d'un conseiller communal ou d'un conseiller de l'action sociale ;
- 4° d'attaché d'un mandataire visé sous 3° ;
- 5° d'agent des services du Gouvernement de la Communauté française, même détaché ;
- 6° de membre d'un service public ou agréé prévu par ou en vertu du décret du 18 janvier 2018 et du décret du 14 mars 2019 ;
- 7° de membre de la commission de surveillance visée par le décret du 18 janvier 2018 et du décret du 14 mars 2019.

Le membre de la commission de recours ne peut pas avoir été pénalement condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, ne peut pas être membre d'un organisme, d'une association, d'un parti ou d'un groupe politique qui marque une hostilité manifeste ou qui a été condamné pénalement, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, et par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. ».

Art. 22. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 93/3 rédigé comme suit : « Art. 93/3. Le Parlement peut mettre fin au mandat d'un membre de la commission de recours ou le révoquer suivant une procédure qu'il détermine dans les cas suivants :

- 1° s'il porte atteinte à la dignité de sa fonction ;
- 2° s'il ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou diffuse des documents confidentiels auxquels il a accès dans l'exercice de son mandat ;
- 3° s'il participe aux délibérations de la commission en contrariété des règles visant à garantir l'impartialité et éviter tout conflit d'intérêt ;
- 4° si un critère d'incompatibilité ou d'exclusion apparaît ;
- 5° si le membre présente sa démission.

Si en cours de mandat, un membre de la commission de recours démissionne ou cesse pour une raison quelconque d'être membre, le Gouvernement communique au Parlement une liste comprenant ses propositions pour le mandat à remplacer à raison de deux candidats.

Le Parlement procède ensuite à la nomination de ce membre selon la procédure qu'il détermine.

Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace. ».

Art. 23. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 93/4 rédigé comme suit : « Art. 93/4. Pour garantir l'indépendance et la visibilité de la Commission dans ses missions et décisions, la commission de recours est notamment autorisée à disposer et utiliser d'un logo et d'un site internet propre.

Chaque année et au plus tard le 31 mars, la commission de recours fournit au Parlement un rapport anonymisé portant sur les recours qui ont été introduits au cours de l'année civile précédente. La commission de recours transmet une copie de son rapport au Parlement et à la Commission de surveillance instituée par l'article 73 et par l'article 121 du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement.

La commission de recours publie sur un site Internet ainsi que dans son rapport annuel, au moins les informations suivantes :

- 1° les informations relatives à l'introduction d'un recours ;
- 2° ses décisions sur les recours, préalablement anonymisées et rendues non identifiables en raison d'éléments de contexte ;
- 3° son rapport annuel et ses éventuelles recommandations ;
- 4° la liste des institutions publiques qui resteraient en défaut d'exécuter une décision qui n'est plus susceptible de recours visée à l'article 92 endéans le délai fixé à l'article 92/1. ».

Art. 24. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 93/5 rédigé comme suit : « Art. 93/5. § 1^{er}. Les membres de la commission de recours peuvent prétendre aux rétributions et indemnités suivantes :

- 1° une rétribution de 40 euros par demi-journée de participation aux travaux de la commission de recours ;
- 2° une indemnité couvrant les déplacements effectués en vue de la participation aux travaux de la commission de recours, consistant :
 - a) soit, au prix d'un billet en deuxième classe, lorsque le déplacement est effectué en train ;
 - b) soit, au prix d'un trajet de bus, tram ou métro, lorsque le déplacement est effectué en transport en commun ;
 - c) soit, à l'indemnité kilométrique au sein des services du Gouvernement, lorsque le déplacement est effectué au moyen du véhicule personnel du membre.

§ 2. Les rétributions et indemnités visées au paragraphe 1^{er} sont versées trimestriellement, sur la base des déclarations de créance adressées au secrétariat général par les membres.

§ 3. Le montant de la rétribution visée au § 1^{er}, 1°, est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.

Ce montant est rattaché à l'indice 138,01. ».

Art. 25. L'article 94 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Le secrétariat de la commission de recours est assuré par un agent des services du Gouvernement. ».

Art. 26. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 94/1 rédigé comme suit : « Art. 94/1. Le secrétariat accuse réception du recours et transmet les pièces aux parties au recours.

Il convoque ensuite les membres de la commission de recours.

L'audience se tient à huis clos.

La commission de recours délibère à huis clos et dans les délais prescrits.

La commission de recours ne délibère valablement que si tous les membres sont présents.

Les décisions de la commission de recours sont prises à la majorité des membres.

Les décisions de la commission de recours sont rédigées avec l'assistance du secrétariat.

Le secrétariat communique aux parties les décisions signées par le Président.

Le secrétariat publie ensuite la jurisprudence anonymisée sur le site internet. ».

Art. 27. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 10, sous-section 3, du même décret, est inséré un article 94/2 rédigé comme suit : « Art. 94/2. Les membres de la commission de recours ne peuvent traiter les recours à la résolution desquels ils ont un intérêt personnel ou à la résolution desquels leur conjoint, leurs parents ou leurs alliés jusqu'au troisième degré inclus, ont pareil intérêt.

Le président ne peut traiter le recours d'un jeune à l'égard duquel il a déjà pris une décision protectionnelle relative à un fait qualifié infraction. Les autres membres ne peuvent traiter la demande d'un jeune pour lequel ils sont en charge du suivi.

En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

Lorsqu'un membre effectif est ponctuellement absent, il est remplacé par son suppléant pour la ou les séance(s) concernée(s). En cas d'empêchement, le membre effectif avertit le secrétariat de la commission de recours et le membre suppléant auquel il est attaché, de son absence au plus tard quarante-huit heures avant la tenue de la réunion. ».

*CHAPITRE 2. — Dispositions modifiant le décret du 14 mars 2019
relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement*

Art. 28. A l'article 13 du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 5, les termes « organes de surveillance et de recours » sont remplacés par « commissions de surveillance et de recours » ;

2° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5 : « L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours. » ;

3° le sixième alinéa, devenu l'alinéa 7, est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre des décisions prises et qui ne sont pas motivées est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi. » ;

4° un dernier alinéa est inséré, rédigé comme suit : « Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur du centre transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux fouilles réalisées au cours de l'année précédente. Le rapport précise notamment le nombre de fouilles, leur nature, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés. Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 29. A l'article 17, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par un 7° rédigé comme suit : « 7° les membres de la commission de recours visé à l'article 139. » ;

2° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 : « L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours. » ;

3° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre des mesures éducatives est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi. » ;

4° l'alinéa 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 30. L'article 23, § 1^{er}, du même décret est complété par un 10° rédigé comme suit : « 10° les pièces et décisions relatives aux fouilles. ».

Art. 31. L'article 57, § 1^{er}, 10°, du même décret est remplacé par ce qui suit : « 10° la commission de recours visé à l'article 139 ».

Art. 32. L'article 64 du même décret est complété par un 6° rédigé comme suit : « 6° la commission de recours visé à l'article 139. ».

Art. 33. A l'article 65 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par un 7° rédigé comme suit : « 7° les membres de la commission de recours visé à l'article 139. » ;

2° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 : « L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours. » ;

3° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi. » ;

4° l'alinéa 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 34. L'article 70, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par un 6° rédigé comme suit : « 6° la commission de recours visé à l'article 139. ».

Art. 35. L'article 80, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret est complété par un f) rédigé comme suit : « f) la commission de recours visé à l'article 139. ».

Art. 36. Dans le titre V, chapitre III, du même décret, il est inséré un article 85/1 rédigé comme suit : « Art. 85/1. Afin d'assurer le contrôle de l'usage de cette mesure et du respect des droits des jeunes, les fouilles sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure : l'identité du jeune, la nature de la fouille, les circonstances ayant amené à prendre la mesure et les motifs qui la justifient, les résultats de la fouille, le nom du directeur qui autorise la fouille, le nom des membres du personnel qui ont participé à la mise en œuvre de la mesure, la date et l'heure du début et de la fin de la mesure.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° les membres de l'administration exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques ;
- 2° le délégué général aux droits de l'enfant ;
- 3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;
- 4° les membres de la commission de recours visée à l'article 139 ;
- 5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;
- 6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune.

L'accès au registre par la commission de recours visée à l'article 139 doit être limité à l'objet du recours.

Les personnes et instances visées à l'alinéa 3 ne peuvent accéder aux données à caractère personnel traitées dans le registre des fouilles que lorsqu'elles exécutent une mission qui leur incombe en application du présent décret et qui touche au contrôle d'une ou de plusieurs mesures de fouille. Cet accès s'inscrit en outre dans le respect du droit du jeune tel que renseigné à l'article 4.

Le centre est responsable du traitement du registre qui le concerne.

Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur du centre transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux fouilles réalisées au cours de l'année précédente. Le rapport précise notamment le nombre de fouilles, leur nature, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés. Le rapport ne contient pas de données permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 37. L'article 93 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Les contacts avec des personnes suivantes ne peuvent être interdits :

- 1° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;
- 2° les membres de la commission de recours visée à l'article 139. ».

Art. 38. A l'article 96 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est complété par un 7° rédigé comme suit : « 7° la commission de recours visé à l'article 139. » ;
- 2° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 : « L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours. » ;
- 3° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi. » ;
- 4° l'alinéa 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 39. A l'article 99 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est complété par un 7° rédigé comme suit : « 7° la commission de recours visé à l'article 139. » ;
- 2° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 : « L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours. » ;
- 3° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi. » ;
- 4° l'alinéa 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 40. A l'article 119 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est complété par un 7° rédigé comme suit : « 7° la commission de recours visé à l'article 139. » ;
- 2° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 : « L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours. » ;
- 3° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre a été établi. » ;
- 4° l'alinéa 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

Art. 41. L'article 121, alinéa 1^{er}, du même décret, est complété par un alinéa rédigé comme suit : « La Commission de surveillance est celle visée à l'article 73 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. ».

Art. 42. A l'article 124, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « y compris le registre des sanctions disciplinaires, » sont insérés entre les mots « ont le droit de consulter sur place tous les documents s'y rapportant » et les mots « ainsi que » ;

2° les mots «, moyennant autorisation préalable écrite des jeunes, » sont insérés entre les mots « ainsi que » et « toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant les jeunes » ;

3° les termes "hormis les documents sous la mention « confidentiel » à la demande des autorités judiciaires" sont ajoutés in fine ;

4° un second alinéa rédigé comme suit est inséré : "Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement des missions de la commission de surveillance, l'accès au dossier médical et documents s'y rapportant est réservé au médecin, moyennant l'accord préalable et écrit du jeune. La demande d'accès est motivée par écrit. ».

Art. 43. Dans l'article 128 du même décret, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit : « Toutefois, si le jeune introduit également une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué conformément à l'article 129, ou auprès de la commission de recours conformément à l'article 139, il demande la conciliation au plus tard le jour de l'introduction de la réclamation ou du recours externe. Dans ce cas, la réclamation ou le recours externe mentionne la demande de conciliation.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, le processus de conciliation ne peut durer plus de trente jours et la commission de surveillance informe le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, ou la commission de recours de l'issue du processus de conciliation dès la fin de celui-ci. ».

Art. 44. A l'article 139 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Le jeune peut introduire un recours contre la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué auprès de la commission de recours visée à l'article 90 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. Les règles prévues à l'article 90 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse sont applicables à la Commission de recours dans le cadre de l'application du présent décret. ».

Art. 45. L'article 140 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 140. § 1^{er}. Le recours est introduit par écrit dans les sept jours qui suivent le jour où le jeune a eu connaissance de la décision.

Le recours introduit après ce délai est néanmoins recevable s'il apparaît, compte tenu de toutes les circonstances, que le jeune l'a introduit aussi rapidement que ce qui pouvait raisonnablement être exigé de lui.

§ 2. Le recours mentionne de manière aussi précise que possible la décision sur laquelle elle porte ainsi que les motifs du recours externe.

Le jeune peut bénéficier pour la rédaction de son recours externe de l'assistance de son avocat ou d'un service extérieur. ».

Art. 46. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, est inséré un article 140/1 rédigé comme suit : « Art. 140/1. Si le jeune a fait le choix d'une réclamation interne visée à l'article 129, il peut ensuite introduire un recours contre la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué auprès de la commission de recours.

L'omission ou le refus de prise de décision dans le délai visé à l'article 127 sont assimilés aux décisions visées à l'alinéa 1^{er}.

Le recours est introduit par écrit dans les sept jours qui suivent le jour de la réception de la copie de la décision visée à l'article 136, alinéa 4, et mentionne de manière aussi précise que possible ses motifs.

Le recours introduit après ce délai est néanmoins recevable s'il apparaît, compte tenu de toutes les circonstances, que le jeune l'a introduit aussi rapidement que ce qui pouvait raisonnablement être exigé de lui. ».

Le jeune peut bénéficier pour la rédaction du recours externe de l'assistance de son avocat ou d'un service extérieur. ».

Art. 47. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, il est inséré un article 140/2 rédigé comme suit : « Art. 140/2. Dès réception d'un recours, une copie de celui-ci est transmis par voie électronique au directeur du centre et au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué.

Au plus tard dans les quarante-huit heures de la réception du recours, le directeur du centre et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué communiquent par écrit à la commission de recours les informations et observations qu'ils estiment utiles pour l'appréciation du bien-fondé du recours externe.

Ces informations et observations sont immédiatement communiquées par écrit au jeune et, le cas échéant, à son avocat. ».

Art. 48. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, est inséré un article 140/3 rédigé comme suit : « Art. 140/3. La commission de recours, saisi d'un recours, peut proposer au jeune, au directeur du centre et au fonctionnaire dirigeant de transmettre le recours à la commission de surveillance afin qu'elle organise une conciliation. ».

Art. 49. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, est inséré un article 140/4 rédigé comme suit : « Art. 140/4. Sauf s'il estime, sans qu'un examen plus approfondi soit requis, que le recours est manifestement non recevable, manifestement non fondé ou manifestement fondé, la commission de recours offre au jeune et à son avocat, au directeur du centre et au fonctionnaire dirigeant ou son délégué la possibilité de formuler des observations orales à propos du recours externe.

La commission de recours peut entendre le jeune, le directeur du centre et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué en l'absence les uns et des autres. En ce cas, la possibilité leur est donnée de faire préalablement part des questions qu'ils souhaitent voir poser, et le contenu pratique de la déclaration ainsi faite est communiqué oralement au jeune, au directeur du centre et au fonctionnaire dirigeant ou son délégué par le président de la commission de recours.

La commission de recours peut, soit d'office, soit à la demande du jeune ou du directeur du centre, du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué, recueillir des informations orales ou écrites auprès de tiers. En ce cas, la possibilité leur est donnée de faire préalablement part des questions qu'ils souhaitent voir poser, et le contenu pratique de la déclaration ainsi faite est communiqué oralement au jeune, au directeur et au fonctionnaire dirigeant ou son délégué par le président de la commission de recours. ».

Art. 50. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, est inséré un article 140/5 rédigé comme suit : « Art. 140/5. Le jeune, le directeur du centre et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué ont le droit de consulter les pièces de la procédure, conformément aux modalités déterminées par l'article 144/1. ».

Art. 51. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, est inséré un article 140/6 rédigé comme suit : « Art. 140/6. Le jeune a le droit de se faire assister par un avocat ou une personne de confiance qu'il choisit lui-même, à l'exception d'un autre jeune hébergé au centre. ».

Art. 52. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, est inséré un article 140/7 rédigé comme suit : « Art. 140/7. Dans l'attente de sa décision, la commission de recours peut, à la demande du jeune et après avoir entendu le directeur du centre et/ou le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, suspendre en tout ou en partie l'exécution de la décision sur laquelle porte le recours.

Il prend en compte le risque de préjudice dans le chef du jeune et les exigences de sécurité.

Il en informe le jeune, l'avocat du jeune, le directeur du centre, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué. ».

Art. 53. Dans le titre VIII, chapitre IV du même décret, est inséré un article 140/8 rédigé comme suit : « Art. 140/8. Le recours externe est déclaré fondé lorsque la commission de recours estime que la décision sur laquelle il porte est illégal, déraisonnable ou inéquitable.

Dans ce cas, lorsque la commission de recours annule, complètement ou partiellement, ladite décision et prend, le cas échéant, une nouvelle décision qui se substitue à la décision annulée.

En cas d'annulation de la décision, les conséquences de la décision annulée sont autant que possible supprimées ou rendues conformes à la décision de la commission de recours.

Dans la mesure où il ne peut être remédié aux conséquences de la décision annulée, la commission de recours détermine, après avoir entendu le jeune, le directeur du centre et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, s'il y a lieu d'accorder au jeune une quelconque compensation, à l'exclusion de toute indemnisation financière. ».

Art. 54. L'article 141 du même décret est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « L'organe de recours » sont remplacés après les termes « La commission de recours » ;

2° à l'alinéa 2 les termes « au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué » sont ajoutés après les termes « au directeur ».

Art. 55. Dans le titre VIII, chapitre IV, du même décret est inséré un article 141/1 rédigé comme suit : « Art. 141/1. Si la commission de recours fait droit au recours, le directeur du centre exécute la décision de la commission de recours le plus rapidement possible et au plus tard trente jours après la notification de la décision. Si la commission de recours estime que la décision ne peut être exécutée dans le délai maximum de trente jours, il peut le proroger d'un délai de quinze jours, moyennant motivation de sa décision.

Le directeur du centre informe la commission, endéans le délai déterminé conformément à l'alinéa 1^{er}, de la suite réservée à toute décision. ».

Art. 56. A l'article 142 du même décret, à l'alinéa 1^{er}, les termes « L'organe de recours » sont remplacés après les termes « La commission de recours ».

Art. 57. L'article 143 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 143. Les articles 93 à 94/2 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse sont applicables à la commission de recours visée par l'article 139.

Art. 58. Dans le titre VIII, chapitre V, du même décret est inséré un article 143/1 rédigé comme suit : « Art. 143/1. Chaque année et au plus tard le 31 mars, la commission de recours fournit au Parlement un rapport anonymisé portant sur les recours qui ont été introduits au cours de l'année civile précédente. La commission de recours transmet une copie de son rapport au Parlement et à la Commission de surveillance visée à l'article 73 et à l'article 121 du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement.

La commission de recours publie sur un site Internet ainsi que dans son rapport annuel, au moins les informations suivantes :

1° les informations relatives à l'introduction d'un recours ;

2° ses décisions sur les recours, préalablement anonymisées et rendues non identifiables en raison d'éléments de contexte ;

3° son rapport annuel et ses éventuelles recommandations ;

4° la non-exécution, par le centre, des décisions qu'elle a rendues. ».

CHAPITRE 3. — Dispositions modifiant l'article 606 du Code d'instruction criminelle

Art. 59. A l'article 606 de la loi du 16 décembre 1808 relative au code d'instruction criminelle, remplacé par la loi du 6 janvier 2014, les termes « 57bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » repris à l'alinéa 1^{er} sont complétés par les termes « et l'article 125 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions abrogatoires et finale*

Art. 60. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant la Commission de recours des jeunes privés de liberté est abrogé.

Art. 61. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 607-1 – Rapport de commission, n° 607-2 – Amendement(s) en séance, n° 607-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 607-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 6 décembre 2023.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48442]

7 DECEMBER 2023 — Decreet tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren en artikel 606 van het wetboek van strafvordering (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming*

Artikel 1. Artikel 68 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming wordt aangevuld met de paragraaf 4, luidend als volgt : « § 4. Om ervoor te zorgen dat het gebruik van deze maatregel wordt gecontroleerd en dat de rechten van jongeren worden nageleefd, wordt het onderzoek opgenomen in een speciaal register, waarin voor elke maatregel de volgende gegevens worden vermeld: de identiteit van de jongere, de aard van de fouillering, de omstandigheden die tot de maatregel hebben geleid en de redenen daarvoor, de resultaten van de fouillering, de naam van de directeur die toestemming heeft gegeven voor de fouillering, de namen van de personeelsleden die hebben deelgenomen aan de uitvoering van de maatregel, de datum en het tijdstip van het begin en het einde van de maatregel.

Dit register kan op elk moment worden geraadpleegd door :

1° de leden van de bevoegde administratie die een inspectieopdracht uitvoeren met betrekking tot openbare instellingen ;

2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind ;

3° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73;

4° de leden van de commissie van beroep bedoeld in artikel 90 ;

5° de jongere, voor de vermeldingen die hem betreffen;

6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die de jongere betreffen.

De toegang tot het register door de commissie van beroep bedoeld in artikel 90 moet beperkt zijn tot het voorwerp van het beroep.

De personen en instanties bedoeld in het tweede lid mogen alleen toegang hebben tot de persoonsgegevens verwerkt in het register van de fouilleringen wanneer zij een opdracht uitvoeren die krachtens dit decreet hen toevertrouwd zijn en die verband houdt met het toezicht op een of meer maatregelen inzake fouilleringen.

Deze toegang leeft ook de rechten van de jongere na, zoals vastgelegd in artikel 1.

Elke openbare instelling is verantwoordelijk voor de verwerking van haar eigen register.

Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register van de fouilleringen opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld.

Elk jaar, uiterlijk op 31 januari, stuurt de directeur van de openbare instelling de bevoegde administratie een verslag over het onderzoek betreffende de fouilleringen van het afgelopen jaar. Het verslag geeft een gedetailleerd overzicht van het aantal fouilleringen, de aard ervan, de redenen ervoor en het aantal jongeren dat erbij betrokken was. Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register vermelde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 2. In artikel 68/3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt : « 7° de leden van de commissie van beroep bedoeld in artikel 90. » ;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt : "De toegang van de commissie van beroep tot het register moet beperkt blijven tot het onderwerp van het beroep. » ;

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt : "Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. » ;

4° in het vijfde lid worden de woorden "betrokken jongeren" vervangen door de woorden "personen vermeld in het register".

Art. 3. Artikel 69, § 5, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « Contact met de volgende personen mag niet worden verboden :

1° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73;

2° de leden van de commissie van beroep bedoeld in artikel 90. ».

Art. 4. Artikel 73 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de leden, luidend als volgt : « Om zijn onafhankelijkheid te waarborgen en zijn zichtbaarheid onder jongeren te garanderen, is de Commissie van toezicht gemachtigd om haar eigen website en logo te hebben en te gebruiken.

Overeenkomstig artikel 157 zijn de leden van de Commissie van toezicht onderworpen aan het beroepsgeheim. ».

Art. 5. In artikel 76 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt : "Voor zover dit noodzakelijk is voor de uitoefening van de opdrachten van de Commissie van toezicht, hebben haar leden vrije toegang tot de openbare instellingen en, mits voorafgaande toestemming van de jongere, tot de woonruimte van de jongere en hebben zij het recht om ter plaatse, behoudens de in het decreet bepaalde uitzonderingen, alle documenten te raadplegen die betrekking hebben op de openbare instellingen, met inbegrip van het register van tuchtsancties en, mits voorafgaande schriftelijke toestemming van de jongere, alle documenten die persoonlijke informatie over de jongere bevatten, met uitzondering van documenten die op verzoek van de gerechtelijke autoriteiten als "vertrouwelijk" zijn aangemerkt.

Overeenkomstig artikel 157 zijn de leden van de Commissie van toezicht onderworpen aan het beroepsgeheim.

Voor zover dit noodzakelijk is voor de uitoefening van de opdrachten van de Commissie van toezicht, is de toegang tot het medisch dossier en bijbehorende documenten voorbehouden aan de arts met voorafgaande schriftelijke toestemming van de jongere. Het verzoek om toegang moet schriftelijk worden gemotiveerd. ».

Art. 6. In artikel 79 van hetzelfde decreet worden het tweede lid en het derde lid vervangen als volgt : "Indien de jongere echter ook een klacht indient bij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde overeenkomstig artikel 80, of beroep instelt bij de Commissie van beroep overeenkomstig artikel 90, dient hij uiterlijk op de dag van indiening van de klacht of het beroep een verzoek om verzoening in. In dat geval wordt in de klacht of het beroep melding gemaakt van het verzoek om verzoening.

In de gevallen bedoeld in het tweede lid mag de bemiddelingsprocedure niet langer dan dertig dagen duren en stelt de Commissie van toezicht de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde of de Commissie van Beroep in kennis van het resultaat van de bemiddelingsprocedure zodra deze is afgerond.

Art. 7. Artikel 90 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 90. Er wordt een onafhankelijke externe commissie van beroep opgericht. De commissie van beroep is een administratieve rechtbank.

Voor zover dit noodzakelijk is voor de uitvoering van de opdrachten van de Commissie van Beroep, hebben haar leden vrije toegang tot de openbare instellingen en, met voorafgaande toestemming van de jongere, tot zijn kamer en hebben zij het recht om ter plaatse, behoudens de in het decreet bepaalde uitzonderingen, alle documenten met betrekking tot de openbare instellingen te raadplegen, met inbegrip van het register van tuchtsancties en, met voorafgaande schriftelijke toestemming van de jongere, alle documenten met persoonlijke informatie betreffende de jongeren.

Overeenkomstig artikel 157 zijn de leden van de commissie van beroep onderworpen aan het beroepsgeheim.

In overeenstemming met het beginsel van hoor en wederhoor hebben de leden van de Commissie van Beroep het recht om zonder controle met jongeren te corresponderen en zonder toezicht contact met hen op te nemen. ».

Art. 8. Artikel 91 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 91. § 1. De jongere kan bij de Commissie van beroep in beroep gaan tegen elke beslissing die de directeur van de openbare instelling ten aanzien van hem neemt en die hij onwettig, onredelijk of oneerlijk vindt.

Het uitblijven van of de weigering om een beslissing te nemen binnen de termijn bedoeld in artikel 64 wordt gelijkgesteld met de beslissingen bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Het beroep moet schriftelijk worden ingediend binnen zeven dagen nadat de jongere kennis heeft genomen van de beslissing.

Een beroep dat na deze termijn wordt ingediend, is niettemin ontvankelijk als, rekening houdend met alle omstandigheden, blijkt dat de jongere het beroep zo snel heeft ingediend als redelijkerwijs van hem kon worden verlangd.

§ 3. Het beroep vermeldt zo nauwkeurig mogelijk de beslissing waarop het betrekking heeft en de redenen voor het externe beroep.

De jongere kan worden bijgestaan bij het opstellen van het externe beroep door zijn of haar advocaat of door een externe dienst. ».

Art. 9. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 91/1. Als de jongere heeft gekozen voor de interne klacht zoals bedoeld in artikel 80, kan hij vervolgens tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde in beroep gaan bij de Commissie van Beroep.

Het uitblijven van of de weigering om een beslissing te nemen binnen de termijn bedoeld in artikel 87 wordt gelijkgesteld met de beslissingen bedoeld in het eerste lid.

Het beroep wordt schriftelijk ingediend binnen zeven dagen na ontvangst van het afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 87, vierde lid en wordt zo nauwkeurig mogelijk met redenen omkleed.

Een beroep dat na deze termijn wordt ingediend, is niettemin ontvankelijk als, rekening houdend met alle omstandigheden, blijkt dat de jongere het beroep zo snel heeft ingesteld als redelijkerwijs van hem kon worden verlangd.

De jongere kan worden bijgestaan bij het opstellen van het externe beroep door zijn of haar advocaat of door een externe dienst. ».

Art. 10. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/2 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 91/2. Zodra een beroep is ontvangen, wordt een kopie ervan elektronisch verzonden naar de directeur van de openbare instelling en naar de leidend ambtenaar of zijn/haar afgevaardigde.

Uiterlijk achtenveertig uur na ontvangst van het beroep delen de directeur van de openbare instelling en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde de Commissie van beroep schriftelijk de gegevens en opmerkingen mee die zij nuttig achten voor de beoordeling van de gegrondheid van het externe beroep.

Deze informatie en observaties worden onmiddellijk schriftelijk meegedeeld aan de jongere en, in voorkomend geval, aan zijn of haar advocaat. ».

Art. 11. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/3 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 91/3. De Commissie van Beroep, die een beroep ontvangt, kan aan de jongere, de directeur van de openbare instelling en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde voorstellen om het beroep door te geven aan de Commissie van toezicht, zodat deze een verzoening kan organiseren. ».

Art. 12. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/4 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 91/4. Tenzij hij zonder nader onderzoek van oordeel is dat het beroep kennelijk niet-ontvankelijk, kennelijk ongegrond of kennelijk gegrond is, geeft de Commissie van beroep de jongere, de directeur van de openbare instelling en de leidend ambtenaar de mogelijkheid om mondelinge opmerkingen over het beroep te maken.

De Commissie van beroep kan de jongere, de directeur van de openbare instelling en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde horen indien elk van hen afwezig is. In dat geval krijgen zij de mogelijkheid om van tevoren vragen te stellen en wordt de praktische inhoud van deze verklaring door de voorzitter van de Commissie van beroep mondeling ter kennis gebracht van de jongere, de directeur en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

De Commissie van beroep kan ambtshalve of op verzoek van de jongere of de directeur van de openbare instelling, de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde mondelinge of schriftelijke inlichtingen inwinnen bij derden. In dat geval krijgen zij de mogelijkheid om van tevoren vragen te stellen en wordt de praktische inhoud van deze verklaring door de voorzitter van de Commissie van beroep mondeling ter kennis gebracht van de jongere, de directeur en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde. ».

Art. 13. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/5 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 91/5. De jongere, de directeur van de openbare instelling en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde hebben het recht om de processtukken in te zien overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 94/1. ».

Art. 14. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91/6. De jongere heeft het recht om te worden bijgestaan door een advocaat of een vertrouwenspersoon van zijn of haar keuze, met uitzondering van een andere jongere die in een openbare instelling verblijft. ».

Art. 15. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/7 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 91/7. In afwachting van haar beslissing kan de Commissie van beroep, op verzoek van de jongere en na de directeur van de openbare instelling en/of de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde te hebben gehoord, de uitvoering van de beslissing waartegen beroep is ingesteld geheel of gedeeltelijk schorsen.

Er wordt rekening gehouden met het risico op schade voor de jongere en met veiligheidsvereisten.

Hij informeert de jongere, de advocaat van de jongere, de directeur van de openbare instelling en de leidend ambtenaar hierover. ».

Art. 16. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 91/8 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 91/8. Het beroep wordt gegrond verklaard als de commissie van beroep van mening is dat de beslissing waartegen het beroep is gericht onwettig, onredelijk of oneerlijk is.

In dit geval, wanneer de Commissie van beroep de genoemde beslissing geheel of gedeeltelijk nietig verklaart en, in voorkomend geval, een nieuwe beslissing neemt die de nietig verklaarde beslissing vervangt.

Indien een beslissing wordt vernietigd, worden de gevolgen van de vernietigde beslissing zoveel mogelijk opgeheven of in overeenstemming gebracht met de beslissing van de commissie van beroep.

Voor zover de gevolgen van de vernietigde beslissing niet ongedaan kunnen worden gemaakt, bepaalt de Commissie van Beroep, na de jongere, de directeur van de openbare instelling en de leidend ambtenaar te hebben gehoord, of aan de jongere een compensatie moet worden toegekend, met uitzondering van een financiële vergoeding. ».

Art. 17. Artikel 92 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "Het beroepsorgaan" vervangen door de woorden "De commissie van beroep";

2° in het tweede lid worden na de woorden "aan de directeur" de woorden "aan de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde" toegevoegd.

Art. 18. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 92/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 92/1. Indien de commissie van beroep gevolg geeft aan het beroep, voert de betrokken autoriteit de beslissing van de commissie van beroep zo snel mogelijk en uiterlijk dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing uit. Indien de commissie van beroep van oordeel is dat de beslissing niet binnen de maximumtermijn van dertig dagen kan worden uitgevoerd, kan zij deze termijn met nog eens vijftien dagen verlengen, mits motivering van haar beslissing.

De administratieve autoriteit stelt de Commissie van beroep binnen de termijn vastgesteld overeenkomstig het eerste lid in kennis van het resultaat van haar beslissing. ».

Art. 19. Artikel 93 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 93. De leden van de commissie van beroep worden met een tweederdemeerderheid door het Parlement aangesteld, waarvan de helft door de regering wordt voorgesteld, voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

Ze worden gekozen op basis van hun kennis van of ervaring met kwesties rond vrijheidsberoving of jeugdbescherming en de garanties voor onafhankelijkheid die ze bieden.

De commissie van beroep wordt voorgezeten door een werkend lid van de zittende magistratuur met ervaring in jeugdbescherming.

Naast de voorzitter bestaat de commissie van beroep uit twee leden:

1° een criminoloog ;

2° een jurist.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangesteld. ».

Art. 20. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 93/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 93/1. Met het oog op de aanstelling van de leden van de Commissie van beroep organiseert het secretariaat een openbare oproep tot kandidaten.

Na afloop van deze oproep deelt de Regering het Parlement een lijst mee met haar voorstellen voor één van de andere werkende mandaten dan dat van de voorzitter en een plaatsvervangend mandaat, met twee kandidaten voor elk te vervullen mandaat.

Het Parlement benoemt vervolgens de leden volgens de procedure die het vaststelt. ».

Art. 21. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 93/2 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 93/2. De leden van de commissie van beroep hebben een strafregister zonder veroordelingen voor misdrijven of overtredingen.

Zij voegen bij hun kandidatuur een uittreksel uit het strafregister bedoeld in de artikelen 595, eerste lid, en 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, dat niet ouder is dan een maand.

De hoedanigheid van lid van de Commissie van beroep is onverenigbaar met de hoedanigheid van :

1° Europees commissaris, lid van een federale, gewestelijke of gemeenschapsregering, provinciegouverneur, gedeputeerde van een provincie, lid van een college van burgemeester en schepenen ;

2° een lid van het kabinet van een mandataris bedoeld in 1° ;

3° lid van het Europees Parlement, van een federale, gewestelijke of gemeenschapsvergadering, van een provincieraadslid, van een gemeenteraadslid of van een gemeenteraadslid voor sociale actie;

4° attaché van een mandataris bedoeld in 3° ;

5° een ambtenaar van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zelfs gedetacheerd;

6° een lid van een openbare of erkende dienst voorzien bij of krachtens het decreet van 18 januari 2018 en het decreet van 14 maart 2019;

7° lid van de commissie van toezicht bedoeld in het decreet van 18 januari 2018 en het decreet van 14 maart 2019.

Het lid van de commissie van beroep mag niet veroordeeld zijn wegens een strafbaar feit ingevolge een rechterlijke beslissing die kracht van gewijsde heeft, noch lid zijn van een instelling, een vereniging, een partij of een politieke groep die zich kennelijk vijandig opstelt of veroordeeld is wegens een strafbaar feit ingevolge een rechterlijke beslissing die kracht van gewijsde heeft, gelet op de democratische beginselen zoals die met name zijn neergelegd in het Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de Aanvullende Protocollen bij dit Verdrag die in België van kracht zijn, door de Grondwet, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, en door het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie. ».

Art. 22. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 93/3 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 93/3. Het Parlement kan in de volgende gevallen het mandaat van een lid van de commissie van beroep beëindigen of hem uit zijn ambt ontzetten volgens een procedure die het vaststelt :

1° indien het de waardigheid van zijn ambt schendt ;

2° indien hij het vertrouwelijk karakter van de beraadslagingen niet eerbiedigt of vertrouwelijke documenten waartoe hij toegang heeft bij de uitoefening van zijn mandaat verspreidt;

3° indien hij aan de beraadslagingen van de commissie deelneemt in strijd met de regels die de onpartijdigheid moeten waarborgen en elk belangenconflict moeten vermijden;

4° indien een criterium van onverenigbaarheid of uitsluiting blijkt ;

5° indien het lid ontslag neemt.

Indien een lid van de commissie van beroep ontslag neemt of om welke reden dan ook ophoudt lid te zijn tijdens zijn of haar mandaat, deelt de regering het Parlement een lijst mee met haar voorstellen voor twee kandidaten voor het te vervangen mandaat.

Het Parlement benoemt dit lid vervolgens volgens de procedure die het vaststelt.

Het aldus benoemde lid maakt het mandaat af van de persoon die hij vervangt. ».

Art. 23. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 93/4 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 93/4. Om de onafhankelijkheid en de zichtbaarheid van de commissie in haar opdrachten en beslissingen te waarborgen, mag de Commissie van beroep haar eigen logo en website hebben en gebruiken.

Elk jaar en uiterlijk op 31 maart legt de commissie van beroep het Parlement een geanonimiseerd verslag voor over de beroepen die in het voorgaande kalenderjaar zijn ingesteld. De Commissie van beroep zendt een kopie van haar verslag aan het Parlement en aan de Commissie van toezicht die is ingesteld bij artikel 73 en artikel 121 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang van uithandengegeven jongeren.

De Commissie van beroep publiceert ten minste de volgende informatie op een website en in haar jaarverslag :

- 1° informatie met betrekking tot het instellen van beroep ;
- 2° haar beslissingen op beroepen, die voordien anoniem waren en omwille van contextuele factoren niet-identificeerbaar zijn gemaakt ;
- 3° haar jaarverslag en eventuele aanbevelingen;
- 4° de lijst van openbare instellingen die in gebreke zouden blijven bij de uitvoering van een beslissing waartegen geen beroep als bedoeld in artikel 92 meer openstaat binnen de termijn bepaald in artikel 92/1. ».

Art. 24. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 93/5 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 93/5. § 1. De leden van de commissie van beroep kunnen aanspraak maken op de volgende vergoedingen en tegemoetkomingen :

- 1° een vergoeding van 40 euro per halve dag dat hij deelneemt aan de werkzaamheden van de commissie van beroep;
- 2° een tegemoetkoming in de reiskosten voor deelname aan de werkzaamheden van de commissie van beroep, bestaande uit :
 - a) ofwel de prijs van een 2de klasticket, wanneer de verplaatsing per trein gebeurt;
 - b) ofwel de prijs van een bus-, tram- of metrorit, wanneer de verplaatsing met het openbaar vervoer gebeurt;
 - c) ofwel op de kilometervergoeding binnen de diensten van de regering, wanneer de reis wordt gemaakt met het persoonlijke voertuig van het lid.

§ 2. De vergoedingen en tegemoetkomingen bedoeld in paragraaf 1 worden per kwartaal betaald op basis van de schuldvorderingen die door de leden aan het secretariaat-generaal worden toegezonden.

§ 3. Het bedrag van de vergoeding bedoeld in § 1, 1°, is gekoppeld aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Dit bedrag is gekoppeld aan index 138,01. ».

Art. 25. Artikel 94 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : - Het secretariaat van de Commissie van beroep wordt waargenomen door een ambtenaar van de diensten van de Regering. ».

Art. 26. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 94/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 94/1. Het secretariaat bevestigt de ontvangst van het beroep en stuurt de bewijsstukken door naar de partijen bij het beroep.

Vervolgens roept zij de leden van de commissie van beroep bijeen.

De hoorzitting vindt achter gesloten deuren plaats.

De Commissie van beroep beraadslaagt achter gesloten deuren en binnen de voorgeschreven termijnen.

De Commissie van beroep kan alleen geldig beraadslagen als alle leden aanwezig zijn.

De beslissingen van de commissie van beroep worden genomen bij meerderheid van de leden.

De beslissingen van de commissie van beroep worden opgesteld met hulp van het secretariaat.

Het secretariaat brengt de door de voorzitter ondertekende beslissingen ter kennis van de partijen.

Het secretariaat publiceert vervolgens de geanonimiseerde rechtspraak op de website. ».

Art. 27. In het boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 10, onderafdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 94/2 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 94/2. De leden van de commissie van beroep mogen geen beroepen in behandeling nemen waarvan zij een persoonlijk belang hebben of bij de behandeling waarvan hun echtgenoot, verwanten of bondgenoten tot en met de derde graad een dergelijk belang hebben.

De voorzitter kan het beroep niet behandelen van een jongere ten aanzien van wie hij al een bewarende beslissing heeft genomen met betrekking tot een als misdrijf omschreven feit. De andere leden mogen het verzoek van een jongere voor wie zij verantwoordelijk zijn niet in behandeling nemen.

Als een lid verhinderd of afwezig is, wordt hij of zij vervangen door zijn of haar plaatsvervanger.

Als een werkend lid punctueel afwezig is op een vergadering, wordt hij of zij vervangen door zijn of haar plaatsvervanger voor de betreffende vergadering(en). Indien het werkend lid verhinderd is, stelt hij het secretariaat van de Commissie van beroep en de plaatsvervanger met wie hij verbonden is, uiterlijk achtenveertig uur vóór de vergadering van zijn afwezigheid in kennis. ».

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren*

Art. 28. In artikel 13 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid worden de woorden " controle- en beroepsinstanties" vervangen door de woorden "de commissies van toezicht en van beroep";

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het vierde en het vijfde lid, luidend als volgt : "De toegang van de commissie van beroep tot het register moet beperkt blijven tot het onderwerp van het beroep. » ;

3° het zesde lid dat het zevende lid is geworden, wordt vervangen als volgt : "Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld van genomen beslissingen die niet gerechtvaardigd zijn. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. » ;

4° er wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt : "Elk jaar, uiterlijk op 31 januari, stuurt de directeur van het centrum de bevoegde administratie een verslag over de fouilleringen van het voorgaande jaar. Het verslag geeft een gedetailleerd overzicht van het aantal fouilleringen, de aard ervan, de redenen ervoor en het aantal jongeren dat erbij betrokken was. Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register vermelde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 29. In artikel 17, § 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt : "7° de leden van de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. » ;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt : "De toegang van de commissie van beroep tot het register moet beperkt blijven tot het onderwerp van het beroep. » ;

3° het laatste lid wordt vervangen als volgt : "Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register van onderwijsmaatregelen opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. » ;

4° het vierde lid wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register genoemde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 30. Artikel 23, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 10°, luidend als volgt : "10° bewijsstukken en beslissingen met betrekking tot de fouilleringen. ».

Art. 31. Artikel 57, § 1, 10° van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « 10° de commissie van beroep bedoeld in artikel 139 ».

Art. 32. Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt : "6° de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. ».

Art. 33. In artikel 65 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt : "7° de leden van de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. » ;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt : "De toegang van de commissie van beroep tot het register moet beperkt blijven tot het onderwerp van het beroep. » ;

3° het laatste lid wordt vervangen als volgt : "Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. » ;

4° het vierde lid wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register genoemde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 34. Artikel 70, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt : "6° de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. ».

Art. 35. Artikel 80, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een f), luidend als volgt : "f) de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. ».

Art. 36. In de titel V, hoofdstuk III, van hetzelfde decreet wordt een artikel 85/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 85/1. Om ervoor te zorgen dat het gebruik van deze maatregel wordt gecontroleerd en dat de rechten van jongeren worden nageleefd, worden de fouilleringen opgenomen in een speciaal register, waarin voor elke maatregel de volgende gegevens worden vermeld: de identiteit van de jongere, de aard van de fouilleringen, de omstandigheden die tot de maatregel hebben geleid en de redenen daarvoor, de resultaten van de fouillering, de naam van de directeur die toestemming heeft gegeven voor de fouillering, de namen van de personeelsleden die hebben deelgenomen aan de uitvoering van de maatregel, en de datum en het tijdstip waarop de maatregel begon en eindigde.

Dit register kan op elk moment worden geraadpleegd door :

1° de leden van de administratie die een controleopdracht uitvoeren met betrekking tot de openbare instellingen ;

2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind ;

3° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 121;

4° de leden van de commissie van beroep bedoeld in artikel 139 ;

5° de jongere, voor de vermeldingen die hem betreffen;

6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die de jongere betreffen.

De toegang tot het register door de commissie van beroep bedoeld in artikel 139 moet beperkt zijn tot het voorwerp van het beroep.

De personen en instanties bedoeld in het derde lid mogen alleen toegang hebben tot de persoonsgegevens verwerkt in het register van de fouilleringen wanneer zij een opdracht uitvoeren die hen wordt toevertrouwd overeenkomstig dit decreet en die betrekking heeft op het toezicht op een of meer maatregelen inzake fouilleringen. Deze toegang leeft ook de rechten van jongeren na, zoals uiteengezet in artikel 4.

Het centrum is verantwoordelijk voor de verwerking van zijn eigen register.

Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld.

Elk jaar stuurt de directeur van het centrum de bevoegde administratie uiterlijk op 31 januari een verslag over de fouilleringen van het afgelopen jaar. Het verslag geeft een gedetailleerd overzicht van het aantal fouilleringen, de aard ervan, de redenen ervoor en het aantal jongeren dat erbij betrokken was. Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register vermelde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 37. Artikel 93 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « Contact met de volgende personen mag niet worden verboden :

- 1° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 121;
- 2° de leden van de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. ».

Art. 38. In artikel 96 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt : "7° de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. » ;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt : "De toegang van de commissie van beroep tot het register moet beperkt blijven tot het onderwerp van het beroep. » ;

3° het laatste lid wordt vervangen als volgt : "Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. » ;

4° het vierde lid wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register genoemde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 39. In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt : "7° de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. » ;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt : "De toegang van de commissie van beroep tot het register moet beperkt blijven tot het onderwerp van het beroep. » ;

3° het laatste lid wordt vervangen als volgt : "Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. » ;

4° het vierde lid wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register genoemde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 40. In artikel 119 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt : "7° de commissie van beroep bedoeld in artikel 139. » ;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt : "De toegang van de commissie van beroep tot het register moet beperkt blijven tot het onderwerp van het beroep. » ;

3° het laatste lid wordt vervangen als volgt : "Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register opgesteld. De persoonsgegevens die vermeld staan in dit register worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is opgesteld. » ;

4° het vierde lid wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register genoemde personen kunnen worden geïdentificeerd. ».

Art. 41. Artikel 121, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « De Commissie van toezicht is de Commissie bedoeld in artikel 73 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. ».

Art. 42. In artikel 124, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "met inbegrip van het register van tuchtsancties," worden ingevoegd tussen de woorden "hebben zij het recht om ter plaatse alle relevante documenten " en het woord "en";

2° de woorden ", mits voorafgaande schriftelijke toestemming van de jongere," worden ingevoegd tussen het woord "en" en "alle documenten met persoonlijke informatie over jongeren";

3° in fine worden de woorden "met uitzondering van de documenten die op verzoek van de gerechtelijke autoriteiten als "vertrouwelijk" worden gemerkt" toegevoegd;

4° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : "Voor zover dit noodzakelijk is voor de uitoefening van de opdrachten van de Commissie van toezicht, wordt de toegang tot het medisch dossier en de bijbehorende stukken voorbehouden aan de arts, mits de jongere hier vooraf schriftelijk toestemming voor heeft gegeven. Het verzoek om toegang moet schriftelijk worden gemotiveerd. ».

Art. 43. In artikel 128 van hetzelfde decreet worden het tweede lid en het derde lid vervangen als volgt : "Indien de jongere echter ook een klacht indient bij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde overeenkomstig artikel 129, of bij de Commissie van beroep overeenkomstig artikel 139, verzoekt hij om verzoening uiterlijk op de dag waarop de klacht of het externe beroep wordt ingediend. In dit geval moet de klacht of het externe beroep het verzoek om verzoening vermelden.

In het geval bedoeld in het tweede lid mag de verzoeningsprocedure niet langer dan dertig dagen duren en stelt de Commissie van toezicht de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde of de Commissie van beroep in kennis van het resultaat van de verzoeningsprocedure zodra deze is afgerond."

Art. 44. In artikel 139 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt : « De jongere kan in beroep gaan tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde bij de Commissie van beroep bedoeld in artikel 90 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. De regels bepaald in artikel 90 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming zijn van toepassing op de Commissie van beroep in het kader van de toepassing van dit decreet. ».

Art. 45. Artikel 140 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 140. § 1. Het beroep moet schriftelijk worden ingediend binnen zeven dagen nadat de jongere kennis heeft genomen van de beslissing.

Een beroep dat na deze termijn wordt ingediend, is niettemin ontvankelijk als, rekening houdend met alle omstandigheden, blijkt dat de jongere het beroep zo snel heeft ingediend als redelijkerwijs van hem kon worden verlangd.

§ 2. Het beroep vermeldt zo nauwkeurig mogelijk de beslissing waarop het betrekking heeft en de redenen voor het externe beroep.

De jongere kan worden bijgestaan door zijn eigen advocaat of door een externe dienst bij het opstellen van zijn externe beroep. ».

Art. 46. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/1. Als de jongere heeft gekozen voor een interne klacht zoals bedoeld in artikel 129, kan hij vervolgens tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde in beroep gaan bij de Commissie van beroep.

Het uitblijven van of de weigering om een beslissing te nemen binnen de termijn bedoeld in artikel 127 wordt gelijkgesteld met de beslissingen bedoeld in het eerste lid.

Het beroep wordt schriftelijk ingediend binnen zeven dagen na ontvangst van het afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 136, vierde lid en wordt zo nauwkeurig mogelijk met redenen omkleed.

Het beroep dat na deze termijn wordt ingesteld, is niettemin ontvankelijk indien, rekening houdend met alle omstandigheden, blijkt dat de jongere het beroep zo snel heeft ingesteld als redelijkerwijs van hem kon worden verlangd ».

De jongere kan worden bijgestaan bij het opstellen van het externe beroep door zijn of haar advocaat of door een externe dienst. ».

Art. 47. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/2 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/2. Zodra een beroep is ontvangen, wordt er elektronisch een kopie gestuurd naar de directeur van het centrum en naar de leidend ambtenaar of zijn/haar afgevaardigde.

Uiterlijk achtenveertig uur na ontvangst van het beroep verstrekken de directeur van het centrum en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde de Commissie van beroep schriftelijk de gegevens en opmerkingen die zij voor de beoordeling van de gegrondheid van het externe beroep nuttig achten.

Deze informatie en observaties worden onmiddellijk schriftelijk meegedeeld aan de jongere en, in voorkomend geval, aan zijn of haar advocaat. ».

Art. 48. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/3 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/3. Na ontvangst van een beroep kan de commissie van beroep de jongere, de directeur van het centrum en de leidend ambtenaar voorstellen het beroep voor verzoening door te verwijzen naar de Commissie van toezicht. ».

Art. 49. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/4 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/4. Tenzij hij zonder nader onderzoek van oordeel is dat het beroep kennelijk niet-ontvankelijk, kennelijk ongegrond of kennelijk gegrond is, geeft de Commissie van beroep de jongere en zijn advocaat, de directeur van het centrum en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde de mogelijkheid om mondelinge opmerkingen over het externe beroep te maken.

De Commissie van beroep kan de jongere, de directeur van het centrum en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde horen als geen van beiden aanwezig is. In dat geval krijgen zij de mogelijkheid om van tevoren aan te geven welke vragen zij willen stellen, en de praktische inhoud van de aldus afgelegde verklaring wordt door de voorzitter van de commissie van beroep mondeling meegedeeld aan de jongere, de directeur van het centrum en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

De Commissie van beroep kan ambtshalve of op verzoek van de jongere of van de directeur van het centrum, de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde mondelinge of schriftelijke informatie inwinnen bij derden. In dat geval krijgen zij de mogelijkheid om van tevoren vragen te stellen en wordt de praktische inhoud van deze verklaring door de voorzitter van de Commissie van beroep mondeling ter kennis gebracht van de jongere, de directeur en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde. ».

Art. 50. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/5 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/5. De jongere, de directeur van het centrum en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde hebben recht op inzage van de stukken van de procedure, overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 144/1. ».

Art. 51. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/6 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/6. De jongere heeft het recht om te worden bijgestaan door een advocaat of een vertrouwenspersoon van zijn of haar keuze, met uitzondering van een andere jongere die in het centrum verblijft. ».

Art. 52. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/7 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/7. In afwachting van haar beslissing kan de Commissie van beroep, op verzoek van de jongere en na de directeur van het centrum en/of de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde te hebben gehoord, de uitvoering van de beslissing waartegen het beroep is gericht geheel of gedeeltelijk schorsen.

Er wordt rekening gehouden met het risico op schade voor de jongere en met veiligheidsvereisten.

Hij informeert de jongere, de advocaat van de jongere, de directeur van het centrum, de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde hierover. ».

Art. 53. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/8 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 140/8. Het externe beroep wordt gegrond verklaard wanneer de commissie van beroep van mening is dat de beslissing waarop het beroep betrekking heeft onwettig, onredelijk of oneerlijk is.

In dit geval, wanneer de Commissie van beroep de genoemde beslissing geheel of gedeeltelijk nietig verklaart en, in voorkomend geval, een nieuwe beslissing neemt die de nietig verklaarde beslissing vervangt.

Indien een beslissing wordt vernietigd, worden de gevolgen van de vernietigde beslissing zoveel mogelijk opgeheven of in overeenstemming gebracht met de beslissing van de commissie van beroep.

Voor zover de gevolgen van de vernietigde beslissing niet kunnen worden hersteld, bepaalt de Commissie van beroep, na de jongere, de directeur van het centrum en de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde te hebben gehoord, of aan de jongere een compensatie moet worden toegekend, met uitzondering van een financiële vergoeding. ».

Art. 54. Artikel 141 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "Het beroepsorgaan" vervangen door de woorden "De commissie van beroep";

2° in het tweede lid worden na de woorden "aan de directeur" de woorden "aan de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde" toegevoegd.

Art. 55. In de titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 141/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 141/1. Indien de beroepscommissie gevolg geeft aan het beroep, voert de directeur van het centrum de beslissing van de commissie van beroep zo snel mogelijk en uiterlijk dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing uit. Indien de commissie van beroep van oordeel is dat de beslissing niet binnen de maximumtermijn van dertig dagen kan worden uitgevoerd, kan zij deze termijn met nog eens vijftien dagen verlengen, mits motivering van haar beslissing.

De directeur van het centrum stelt de commissie binnen de gestelde termijn overeenkomstig het eerste lid in kennis van het resultaat van elke beslissing. ».

Art. 56. In artikel 142 van hetzelfde decreet, in het eerste lid, worden de woorden « Het beroepsorgaan » vervangen door de woorden « De commissie van beroep ».

Art. 57. Artikel 143 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 143. De artikelen 93 tot 94/2 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming zijn van toepassing op de commissie van beroep bedoeld in artikel 139.

Art. 58. In de titel VIII, hoofdstuk V, van hetzelfde decreet wordt een artikel 143/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 143/1. Elk jaar en uiterlijk op 31 maart legt de commissie van beroep het Parlement een geanonimiseerd verslag voor over de beroepen die in het voorgaande kalenderjaar zijn ingesteld. De Commissie van Beroep zendt een kopie van haar verslag aan het Parlement en aan de Commissie van toezicht bedoeld in artikel 73 en artikel 121 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren.

De Commissie van beroep publiceert ten minste de volgende informatie op een website en in haar jaarverslag :

1° informatie met betrekking tot het instellen van beroep ;

2° haar beslissingen op beroepen, die voordien anoniem waren en omwille van contextuele factoren niet-identificeerbaar zijn gemaakt ;

3° haar jaarverslag en eventuele aanbevelingen;

4° de niet-uitvoering door het centrum van de beslissingen die zij heeft genomen. ».

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van artikel 606 van het Wetboek van Strafvordering*

Art. 59. In artikel 606 van de wet van 16 december 1808 betreffende het wetboek van strafvordering, vervangen bij de wet van 6 januari 2014, worden de woorden "57bis van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade" opgenomen in het eerste lid, aangevuld met de woorden "en artikel 125 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming".

HOOFDSTUK 4. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 60. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot instelling van de beroepscommissie voor jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft, wordt opgeheven.

Art. 61. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1 Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 607-1 - Commissieverslag, nr. 607-2 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 607-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 607-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 december 2023.